

tion. Le ministre se rappellera que le gouvernement annonçait en juin dernier un programme de création d'emplois intitulé «Programme de stimulation immédiate de l'emploi». Cent millions de dollars environ avaient été affectés à ce programme pour 1982-1983, et il devait permettre l'emploi de 14,000 personnes. Contrairement à beaucoup d'autres programmes de création d'emplois, on ne sait pas grand-chose de celui-ci et il semble entouré de mystère. Le ministre serait-il prêt à faire une déclaration officielle pour nous dire où en est ce programme, afin que nous sachions comment l'argent a été dépensé et pour quels projets?

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Madame le Président, comme le député de Rosedale le sait, je n'ai aucune hésitation à parler de nos programmes de création d'emplois. Il importe que les Canadiens comprennent ce que nous essayons de faire. Le programme dont il parle est moins un programme comme tel qu'une affectation de crédits prévue dans le budget de juin par le ministre des Finances. Ces crédits ont été affectés à un certain nombre de ministères pour financer des projets qui étaient en veilleuse ou qui pouvaient être financés directement. Le ministère des Pêches, le ministère des Travaux publics et d'autres ont utilisé une partie des fonds dans tout le Canada pour stimuler de petits projets de construction créateurs d'emplois. En fait, il suffirait de trouver les différents projets lancés par certains ministères. Mon ministère n'a pas eu plus que sa part de cette affectation de crédits.

#### ON DEMANDE UN RAPPORT SUR LES PROJETS FINANCÉS

**L'hon. David Crombie (Rosedale):** Madame le Président, je suis au courant de la nature du programme et de la façon dont les fonds ont été affectés aux divers ministères. De fait, selon ce que le ministre avait déclaré à l'époque, ces fonds devaient servir à l'aménagement de ports pour petites embarcations et d'aéroports locaux et à divers autres projets de développement communautaire. Je pense que tous les députés voudraient pouvoir faire en sorte que leurs électeurs profitent de ce programme. Ce que je demande au ministre, et je voudrais qu'il nous donne la réponse immédiatement, c'est s'il s'engagera à publier, comme il serait tout à fait normal de le faire, un rapport indiquant comment l'argent a été dépensé et pour quels projets.

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Madame le Président, comme je l'ai déjà expliqué au député, les renseignements sur les divers projets sont certainement du domaine public, mais ils relèvent de plusieurs ministères. Il faudrait donc que nous obtenions les renseignements voulus des divers ministères et que nous établissions une liste d'ensemble de tous les projets. Je suis certain que c'est possible. Si le député veut bien faire inscrire sa question au *Feuilleton*, nous rassemblerons volontiers les renseignements voulus.

#### Questions orales

### LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

#### LES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUR LA POLITIQUE CULTURELLE—LA POSITION DU MINISTRE

**M. Mark Rose (Mission-Port Moody):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Communications et a trait au rapport du comité d'étude de la politique culturelle fédérale qui a été rendu public aujourd'hui. Depuis un demi-siècle, notre parti défend le principe d'une société de radiodiffusion d'État et nous n'avons pas l'intention de rester les bras croisés pendant que l'on remet ce principe en cause. On sait qu'une seule alternative s'offre à la radiodiffusion canadienne; soit d'être subventionnée par l'État, soit de capituler devant les États-Unis. Je voudrais savoir si le ministre est d'accord, comme le recommande le rapport Applebaum-Hébert, pour que l'on réduise le nombre des émissions produites par Radio-Canada et que l'on aille vers une privatisation de la société d'État sur le modèle américain. Au cas où le ministre ne serait pas d'accord avec cette recommandation, j'aimerais bien qu'il me fasse part de ses intentions.

**L'hon. Francis Fox (ministre des Communications):** Madame le Président, j'ai reçu ce matin même la version finale du rapport Applebaum-Hébert, que je compte déposer à la Chambre cet après-midi. Au cours de la conférence de presse de ce matin, M. Applebaum a souligné que l'idée générale qui s'en dégage était l'amélioration des services de Radio-Canada. Il est probable que les recommandations de MM. Applebaum et Hébert sur la société d'État vont faire l'objet d'intenses discussions un peu partout au Canada. Le gouvernement a l'intention de recueillir les différents points de vue, y compris celui de l'opposition et de l'ensemble des parlementaires avant de prendre une décision.

● (1425)

Je tiens toutefois à dire tout de suite qu'aux yeux du gouvernement une société de radiodiffusion d'État a un rôle important à jouer dans un pays comme le nôtre.

#### ON DEMANDE QUE LE MINISTRE AIDE LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE ET TÉLÉVISÉE CANADIENNE

**M. Mark Rose (Mission-Port Moody):** Madame le Président, cela n'est guère une réponse puisqu'il y a au moins deux mois que le ministre a reçu le rapport Applebaum-Hébert et qu'il le couve. En fait, il a déjà exprimé des avis à ce sujet dans un document qui a fait l'objet d'une fuite, et maintenant il vient nous dire qu'il n'est pas en mesure d'annoncer ce qu'il va faire aujourd'hui parce qu'il y a là matière à débat public.

Quelle est la position du ministre à ce sujet? Qu'est-ce qu'il va faire au sujet de la radiodiffusion publique? Il faut souligner que les deux seules recommandations radicales de tout ce rapport qui parle de création d'emplois pour les artistes canadiens—c'est là un de ses thèmes—portent en fait sur la suppression de 6,000 emplois environ à Radio-Canada et aussi sur la suppression d'emplois à l'Office national du film.

Le ministre peut-il nous donner l'assurance que le gouvernement va augmenter son aide à la production cinématographique et télévisée canadienne, au lieu de la réduire, et qu'il va prendre certaines mesures pour que nos productions ne soient pas boycottées d'un bout à l'autre du pays par les chaînes de cinémas appartenant à des étrangers?